



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/L-essor-du-mouvement-des-radios-communautaires-au-Venezuela>

Tribune

L'essor du mouvement des radios communautaires au Venezuela

- Les médias - Médias d'autres pays - Au Venezuela -



Date de mise en ligne : mercredi 22 mars 2006

Description :

Une composante décisive des transformations du paysage médiatique du Venezuela.

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Nous reproduisons ci-dessous, sous forme de "tribune", un article publié par [Znet](#) en anglais et par [RISAL](#) dans une traduction de Sophie Recordon [1] (Acrimed).

Une table, quelques micros

Quatre jeunes filles sont assises autour d'une grande table, écrivant frénétiquement au beau milieu de piles de notes, de cannettes de soda et de papiers entassés. *A priori*, on pourrait les prendre pour des gamines en train de faire leurs devoirs scolaires ou d'étudier en vue des prochains examens. Mais, en réalité, ces jeunes filles des quartiers populaires, âgées de 17 à 22 ans, sont en pleine préparation de l'émission de radio qu'elles animent et intitulée « Pouvoir populaire ». D'une durée d'une heure, le programme est sur le point de débiter dans dix minutes sur la station de radio communautaire « Radio Perola 92.3 FM », dans la municipalité de Caricuao à Caracas.

Caricuao est l'une des paroisses [2] les plus reculées de l'ouest de Caracas. Alors que le métro en provenance du centre de Caracas s'approche de la paroisse, nous passons devant des *ranchos* aux allures précaires, à savoir de « maisons » peu solides faites de fer-blanc et de planches nichées sur les flancs des collines qui se dessinent devant nos yeux. Nous passons également devant des lotissements dont les bâtiments arborent des barreaux en travers des fenêtres. « Radio Perola » est située au rez-de-chaussée de l'un de ces lotissements ou immeubles populaires, connu sous le nom de *Canagua*. Le studio d'enregistrement n'est autre qu'une petite pièce peinte d'un jaune éclatant et couverte de posters de mouvements sociaux et des radios communautaires. Sur l'une des grandes tables d'angle se trouve une table de mixage, un micro ainsi qu'un ordinateur et sur la table ronde entourée de chaises au milieu de la pièce se trouvent plusieurs micros.

Le "barrio" se tourne vers le "barrio"

Comme c'est le cas pour d'autres stations communautaires au Venezuela, « Radio Perola » a vu le jour en tant que chaîne radio clandestine voilà presque neuf ans ; des militants se sont battus pour que son activité soit légalement autorisée par l'Etat. Avec un slogan inspiré du mouvement hip-hop « Respect maximum », les journalistes communautaires de Radio Perola cherchent à créer des espaces pour donner la parole à de nouvelles voix, et notamment celles de nos jeunes femmes.

Les jeunes femmes ont scindé leur émission « Pouvoir populaire » en différentes parties. Le programme comprend l'intervention d'un invité sur un sujet qui intéresse et concerne la communauté ; une partie consacrée aux informations ; une table-ronde sur un sujet d'actualité spécifique et enfin une partie appelée « Réalités communautaires ». Tout au long de cette dernière partie qui vient clore le programme, les femmes débattent entre elles mais également avec les auditeurs qui téléphonent ou qui envoient des messages depuis leur téléphone portable. Aujourd'hui, les jeunes femmes traitent du thème « Vivre dans le *barrio* ».

« Le barrio, ça n'est pas juste des collines truffées d'escaliers, le barrio c'est la communauté », déclare Lilibeth Marcano, un membre du collectif âgée de 20 ans et qui ouvre la discussion dans cette partie du programme. « Je vis dans le barrio de Santa Cruz de las Adjuntas. Ce n'est pas comme ils nous l'ont toujours dit, que si tu vis dans un barrio tu n'as pas d'avenir, que si tu vis dans un barrio tu n'es personne. Ce n'est pas comme ça. »

Les jeunes, spécialement ceux issus des *barrios*, réalisent et ont pris conscience qu'ils ont un avenir et qu'ils peuvent jouer un rôle important au sein de leur communauté respective. Chacune des quatre jeunes femmes du collectif « Pouvoir populaire » affirme que c'est la prise en otage de l'information par les médias privés durant le coup d'Etat perpétré par la droite à l'encontre du président de gauche, Hugo Chavez, en avril 2002 [3] qui les a inspirées à devenir journalistes communautaires.

Une des membres du collectif, Gladys Romero, avait 14 ans à l'époque du coup d'Etat. Elle se souvient : « Il y avait beaucoup de désinformation. Ils ont coupé les transmissions des médias alternatifs et en tant que jeune étudiante, j'ai ressenti le besoin de promouvoir une information objective afin d'informer la communauté sur ce qu'il se passait réellement dans le pays. »

Essor des médias privés

Les médias privés ont accumulé un important pouvoir depuis la fin des années 70 du fait de la dérégulation et de la privatisation des médias au Venezuela. En 1979, le gouvernement vénézuélien a vendu le Canal 5 au secteur privé alors qu'il s'agissait d'une chaîne publique à l'origine. Tout au long des années 80 et 90, les gouvernements successifs ont continué à octroyer des concessions aux compagnies privées de médias, conduisant à la concentration économique des médias en un petit nombre de conglomérats. La télévision privée à l'échelle nationale a été monopolisée par les groupes Cisneros (Venevisión) et 1BC de Phelps-Granier (Radio Caracas Televisión - RCTV). Sur 44 réseaux de télévision régionale, presque tous ont été en partie rachetés par des réseaux privés tels que Venevisión, Radio Caracas Televisión, Televen et Globovisión. Ce petit groupe de compagnies liées économiquement les unes aux autres contrôlent également des espaces radiophoniques ainsi que la presse nationale.

Depuis que Chávez a été élu président en 1998, et plus particulièrement depuis la période tendue de grèves dans le secteur pétrolier orchestrées par les milieux d'affaires en décembre 2002 ainsi que durant les événements qui ont conduit au coup d'Etat en avril 2002, les médias privés tout puissants ont mené une féroce campagne à l'encontre de Chávez en vue de le discréditer. Quelques heures après que ce dernier fut chassé de son poste le 11 avril 2002, le journaliste d'opposition Napoleón Bravo intervint sur les ondes radio et déclara à tort que Chávez avait démissionné de son poste de président. Alors que l'opposition prenait le contrôle du palais présidentiel et cherchait à dissoudre les institutions démocratiques, les médias privés continuaient à diffuser leurs programmes habituels mêlant émissions culinaires, feuilletons télévisés et dessins animés. Comme les chaînes publiques de télévision, telles que le Canal 8 [4], et bien d'autres stations de radio ou chaînes de télévisions communautaires se trouvaient empêchées de diffuser leurs programmes, les membres de la communauté se voyaient ainsi privés de l'accès à l'information.

Durant ces moments, ce sont principalement les médias alternatifs sur papier qui ont permis de diffuser le message aux gens sur ce qu'il se passait véritablement. Selon Roberto, un ouvrier de l'Imprimerie municipale de Caracas, les militants se sont rendus à l'imprimerie et ont oeuvré en vue de produire 100.000 copies d'un bulletin visant à informer la population sur ce qui se passait dans le pays. Après être parvenue à nouveau à diffuser son programme, la Radio Fe y Alegria put ainsi annoncer le coup d'Etat à la population. Grâce aux bulletins, aux chaînes de radio alternatives et à l'échange de messages via téléphone portable, la population put faire circuler l'information concernant le coup d'Etat et sortit alors dans la rue pour manifester massivement. Ce sont ces manifestations qui ont permis à Chavez de revenir au pouvoir.

A l'époque du coup d'Etat, les médias communautaires et alternatifs rompirent le silence et mirent un terme à la désinformation diffusée par les médias privés. Le bouche-à-oreille fit renaître Radio Bemba, une ancienne tradition de commérage et de communication dans les pays caribéens, qui a évolué à travers l'utilisation de la technologie telle que la radio afin de démultiplier les messages.

Contrôle local de l'information

Dès que Chávez réintégra la présidence le 13 avril 2002, deux jours après le coup d'Etat, le nombre de stations de radio communautaires s'est fortement accru. Les militants ont cherché à travers tout le pays à établir un contrôle local sur l'information atteignant leur communauté. Alors qu'en 2002 il existait 13 stations de radio communautaires agréées, elles étaient au nombre de 170 en juin 2005. En plus de ces 170 stations radio reconnues et fondées légalement, plus de 300 stations de radio communautaires clandestines ont émergé sur les ondes. Celles-ci ont été créées et fonctionnent grâce à tout un éventail de groupes locaux, comprenant également des peuples indigènes d'Amazonie situés au sud du Venezuela, des paysans des régions andines, des afro-vénézuéliens de la région côtière au nord du pays ainsi que des résidents des *barrios* entourant les principaux centres urbains.

Le progrès technique a rendu la diffusion radio plus accessible. La station de radio communautaire *Un Nuevo Día*, située dans un quartier très pauvre sur les collines au-dessus de l'ancienne autoroute pour sortir de Caracas est un exemple de radio qui fit ses débuts dans la chambre à coucher de l'une des résidentes. Les journalistes communautaires y installèrent une table de mixage, un lecteur CD et un micro sur la commode de la jeune femme. Ils transmettaient leur programme grâce à une petite antenne et les intervenants invités se voyaient contraints de s'asseoir sur le lit de la jeune femme. Cette technologie rudimentaire et accessible a permis à des gens issus des quartiers populaires et à des communautés défavorisées à travers tout le pays d'avoir la possibilité de s'exprimer via des stations radios de petite ampleur.

Toutefois, les activistes des radios communautaires ont dû mener une bataille ardue contre le gouvernement pour voir leurs radios autorisées. Une fois Chavez élu en 1998, les activistes des médias communautaires ont cherché à soulever la problématique du droit à la communication. Cela conduisit à l'adoption d'une nouvelle loi en 2000, intitulée « Régulation des radios et télévisions communautaires ». Cette loi donnait le droit aux communautés de créer leur propre chaîne ou station, cependant afin d'obtenir l'habilitation, la Commission nationale des télécommunications (CONATEL) proposa que ces stations répondent à des exigences dans quatre domaines : social, juridique, technique et économique.

Carlos Carles, un journaliste de *Radio Perola*, fut impliqué dans le processus d'élaboration des procédures d'habilitation. Avec sa casquette portant la signature d'un joueur de base-ball [5], ses vêtements larges et son sourire béat, il passerait pour un *chamo*, pour un des gamins de *Radio Perola*. Toutefois, lors des nombreuses réunions avec des bureaucrates, Carles apparaît comme un des leaders clés du mouvement des médias communautaires. Contrairement aux bureaucrates, il met en avant une vision forte basée sur la communauté pour déterminer le caractère alternatif d'une radio. : « *Pour démontrer leurs propos, ils proposent des techniques qui passent par les données statistiques. A cela, nous préférons une définition passant par les connaissances locales, les récits oraux, la mémoire collective et le travail quotidien de la communauté* », déclare Carles. « *En raison de cette divergence, nous sommes entrés dans un grand débat et nous avons totalement rejeté la composante juridique de la proposition faite par le gouvernement Chavez* ».

Les activistes des médias communautaires ont vu leurs idées intégrer le processus de légalisation. Toutefois, le processus désavantage lourdement les stations de radio des communautés défavorisées disposant de peu de ressources. Durant ma visite aux bureaux de la CONATEL, dans les spacieux faubourgs des classes moyennes Las Mercedes, on me remit un guide d'instructions de 70 pages. Celui-ci était destiné à être complété par des stations de radio communautaires souhaitant obtenir une habilitation.

Etant donné les difficultés pour se conformer aux règles de la CONATEL, les activistes des médias communautaires ont décidé de créer l'Association nationale des médias communautaires et alternatifs (ANMCLA). Selon Carlos Lugo, un des fondateurs de l'ANMCLA et journaliste communautaire pour la station de radio *Radio Negro Primero* à Pinto Salinas, l'organisation est fondée sur le principe du droit à la communication. « *Toute communauté a le droit d'autoriser elle-même l'existence d'une station. Une telle station de radio devient légale dès lors qu'elle est reconnue comme telle par la communauté. Les chaînes avérées illicites doivent donc être considérées comme un non-sens - tout le monde devrait jouir du droit à la communication* ».

Propagande d'Etat ?

Paradoxalement, les médias privés accusent les stations de radio communautaires d'être les vecteurs de propagande du gouvernement. Un article publié le 26 juin 2005 dans le quotidien privé *El Universal* se réfère à ces radios communautaires comme étant les « *médias radiodiffusés de l'Etat utilisés à des fins de propagande et de prosélytisme politiques* ». L'auteur de l'article déplore ce qu'il considère comme étant un manque de qualité et d'homogénéité culturelle propre aux radios communautaires ainsi qu'un parti pris envers le gouvernement Chavez.

Cependant, les radios communautaires ont cherché à conserver leur autonomie vis-à-vis de l'Etat, ce qui est manifeste non seulement à la lumière de leur lutte contre les bureaucrates de l'Etat afin d'assurer leur légalisation mais également dans leur volonté de rester critique sur des questions importantes face au gouvernement Chavez. En mars 2005, les activistes de l'ANMCLA se sont unis avec des organismes sociaux et des peuples indigènes afin de protester contre le plan du gouvernement qui consistait à intensifier l'extraction du charbon dans la riche province pétrolifère de Zulia. Les protestataires ont signalé l'aggravation des problèmes de pollution de l'eau et des risques sanitaires que le plan pourrait engendrer pour la grande majorité de la population indigène de la région qui dépend des ressources en eau déjà peu abondantes. Ils ont argumenté que la proposition violait le protocole de Kyoto ainsi que d'autres articles de la constitution bolivarienne qui garantit un environnement sain et la protection des ressources indigènes. Bien que l'issue demeure incertaine, les activistes des radios communautaires ont démontré leur volonté de critiquer le gouvernement lorsque des intérêts d'une communauté sont en jeu.

Le financement est l'un des fondements essentiels de l'autonomie de ces stations de radio qui reçoivent un montant limité de fonds provenant de l'Etat. Les chaînes autorisées par la CONATEL ou d'autres institutions publiques telles que le ministère de l'Information (MINCI) peuvent se voir attribuer des fonds pour l'achat d'équipement et d'infrastructures. Sur les ondes des radios communautaires, il arrive que de la publicité d'Etat soit diffusée en échange de quoi ces stations reçoivent une petite somme d'argent versée par l'institution concernée.

Toutefois, ce sont essentiellement les contributions versées par les petits commerces du quartier qui permettent aux radios communautaires de pouvoir continuer leurs activités. Certes, il arrive que l'Etat alloue, une fois, une contribution substantielle de 1 million de bolivares (près de 400 euros) mais ce sont les versements réguliers du garage automobile local de 100.000 bolivares (40 euros) ou ceux de 150.000 bolivares (60 euros) provenant de la

boulangerie du coin qui permettront le maintien des activités de ces stations sur le long terme. En ce sens, les radios communautaires sont devenues une composante importante de l'économie informelle de ces *barrios* qui existent en marge de l'économie formelle.

« L'idée n'est pas que nous devrions constituer des médias communautaires soutenus par l'Etat mais plutôt que nous avons la capacité d'être autonomes financièrement », déclare Carles « car s'ils te donnent de l'argent et qu'ils te donnent ton pain quotidien, ils commenceront à te demander : pourquoi tu fais ceci ou cela ? Dans ce que nous faisons, nous préférons l'autonomie ».

Les médias communautaires donnent la parole à tout un éventail de groupes et de membres d'une communauté. Ils diffusent des talk-shows, des émissions éducatives, culturelles, sportives, sur le thème de l'histoire locale, des programmes destinés aux enfants, des émissions culinaires ainsi qu'une grande variété de programmes musicaux comprenant salsa, *bolero*, hip-hop, rock, *llanero* ou autre musique folklorique. Ils diffusent également des émissions politiques ou sociales qui cherchent à rendre plus visibles certaines questions peu traitées telles que celle de l'appartenance ethnique. Le journaliste-radio Madera anime une émission sur *Radio Negra Primero* qui se dit être destinée « *aux hommes et femmes de peau noire* ». Ce genre d'émissions n'a pas sa place au sein de programmes diffusés par les médias publics et encore moins au sein de ceux diffusés par les médias privés.

Les programmes des médias communautaires sont en total décalage avec la réalité des émissions, feuilletons et autres jeux télévisuels que bombardent les médias privés. Les émissions diffusées par ces derniers entretiennent une culture du consumérisme qui s'est répandue conjointement avec la globalisation. Dans les allées du prestigieux centre commercial Sambil situé dans la zone est de Chacao [6], les jeunes issus de la classe moyenne passent leur temps à comparer leurs montres de luxe et leurs chaussures de sport dernier cri. Les familles aisées quant à elles font appel aux services de compagnies privées pour fournir leurs enfants en jeux vidéo afin d'occuper les bambins lors des fêtes organisées pour ces derniers. Pendant ce temps, un nombre toujours plus important de jeunes des *barrios* de la zone ouest de Caracas créent leurs propres formes de loisir reflétant de bien plus près le nouvel activisme communautaire qui est devenu une part importante de leur quotidien.

Arborant un sourire timide, Gladys, la jeune étudiante de *Radio Perola*, déclare que dans le contexte politique actuel les jeunes ne devraient pas être aussi « *pitiyanqui* », un argotisme péjoratif utilisé pour décrire celles et ceux qui imitent les Nord-Américains.

« Grâce à cette révolution, nous les jeunes d'aujourd'hui, nous commençons à mûrir et à voir le monde d'un autre point de vue », affirme Gladys. « Je pense que nous sommes des gens responsables, nous savons ce que nous faisons et que l'avenir est entre nos mains ». Sur cette déclaration, Gladys range ses livres dans son sac et s'en va en pouffant de rire, bras dessus, bras dessous avec sa camarade de classe.

par Sujatha Fernandes

Consulter aussi les rubriques d'Acrimed :

- ▶ [Loin du Venezuela](#)
- ▶ [Chavez antisémite ?](#)
- ▶ [Guerre médiatique et "Révolution bolivarienne"](#)

[1] Sous-titres d'Acrimed

[2] [Note de RISAL] La ville de Caracas est formée de cinq municipalités composées chacune d'entre elles de plusieurs paroisses.

[3] [Note de RISAL] Consultez le dossier « [Coup d'État au Venezuela](#) » sur RISAL.

[4] [Note de RISAL] La première chaîne publique Venezolana de Televisión.

[5] [Note de RISAL] Le base-ball, au Venezuela comme à Cuba, est le sport « national ».

[6] [Note de RISAL] Chacao est une des cinq municipalités de Caracas. Les quatre autres sont Sucre, Baruta, El Hatillo et Libertador.